Cahier de campagne

Soutenir la création de l'université du Rojava

« Des livres pour Rojava »

DES LIVRES POUR ROJAVA

Ce cahier met en partage des éléments pour participer à la campagne « Des livres pour Rojava ». Cette campagne a été lancée par des étudiant-es de l'Académie de Qamishlo en Syrie et est relayée depuis le mois de janvier par Solidaires Etudiant-es. Elle est à la fois un biais pour être solidaires de tous les peuples de Syrie dans la guerre et un moyen de soutenir le développement de la révolution du Rojava en aidant à la création d'une bibliothèque à vocation universitaire. Ce cahier vous présente à la fois la campagne et les grandes lignes de l'histoire du mouvement kurde, principalement en Turquie et en Syrie et dans une moindre mesure, en Irak et en Iran.

Sommaire

Soutenir le Rojava

L'appel de la campagne, page 3
Que se passe-t-il au Rojava ? page 4
L'éducation au Rojava, page 5
La campagne en pratique, page 8
Lettre-type à destination des institutions, page 9

Le "mouvement kurde"

Comment le Kurdistan a été divisé ?, page 11
Le mouvement kurde en Turquie, page 13
Le mouvement kurde en Turquie, focus sur l'éducation, page 14
les Kurdes en Irak et en Iran, page 20
Ce qu'on peut faire, page 21
Matériel, page 22

Mezopotamya Akademisi'ne bir kitap da sen hediye et

CONTACT : international@solidaires-etudiant-e-s.org

pirtûkek bo akademiya mezopotamyayê

L'appel

Nous avons pour objectif de créer une bibliothèque multilingue pour la première université kurde de Rojava - l'Académie de sciences sociales de Mésopotamie- qui a été ouverte le 2 septembre 2014. Nous lançons en tant que groupe d'étudiant-es du Kurdistan nord, de Turquie et d'Europe une campagne de collecte de livres. Notre objectif est de récolter dans toutes les langues et de partout des livres qui seront donnés à l'Académie de Mésopotamie pour créer une bibliothèque multilingue.

Ceux et celles qui ne sont pas sur place peuvent rejoindre la campagne de deux manières: 1) Ils peuvent collecter les livres dans leurs pays et les envoyer par courrier à l'adresse de l'institution ou 2) ils peuvent envoyer par internet directement les livres à l'adresse de l'institution.

De ce point de vue, c'est en premier lieu la responsabilité des étudiant-es de sensibiliser autour de la campagne et nous appelons tout le monde à soutenir l'Académie de sciences sociales de Mésopotamie qui a pour but de construire un système éducatif basé sur la démocratie, la liberté et l'égalité.

Nous croyons que l'aide qui est envoyée au Rojava contribuera à établir au jour le jour une société plus libre et collective et que la coexistence des peuples en sera renforcée.

Depuis leur établissement, les cantons autonomes et démocratiques de Rojava ont fait de gros efforts dans cette direction et ont fait vivre l'espoir pour les peuples que ce modèle sera victorieux. Pour renforcer cet espoir et avancer, nous sommes pressés de lancer cette campagne avec le but d'établir une bibliothèque de grande envergure qui répond a un besoin essentiel de l'académie.

Nous vous invitons à faire partie de cette campagne passionnante et à faire preuve de solidarité pour développer la campagne. Vous pouvez donnez des livres de toutes les langues et de toutes les disciplines.

Le Rojava...

Rojava est le nom du Kurdistan de l'ouest (c'est-à-dire le Kurdistan de la Syrie, mais Rojava signifie « ouest » en kurde). Quand la guerre a fait suite à la révolution syrienne, une partie des Kurdes, regroupée notamment dans le PYD, parti politique proche du PKK, a décidé de ne pas prendre part à la guerre et d'œuvrer à l'autonomie de la région. Ils oeuvrent à une troisième voie. C'est dans ce contexte qu'a eu lieu la proclamation de l'autonomie de trois espaces géographiques dénommés « cantons » : le canton d'Afrin, le canton de Kobané, le canton de Djezireh. Le contrat social stipule des principes anti-nationalistes, pluriculturels et multilingues. Le représentant des « Rojavans » est une assemblée dénommée le Tev-Dem. Elle regroupe une centaine de personnes qui sont désignées par les assemblées locales ainsi que les représentant-es de partis et associations de chaque canton.

La situation des kurdes en Syrie avant mars 2011

A l'instar des autres minorités, les Kurdes de Syrie ont été opprimé.es depuis les années 20. Interdiction de la langue et des partis politiques, interdiction de travail dans la fonction publique, les Kurdes connaissent un taux de chômage très important. Depuis les années 60, l'État central syrien mène une politique dite de la « ceinture verte », c'est-à-dire qu'il entoure les villages anciennement kurdes de villages « arabes » : terres confisquées, noms des villes arabisés. De nombreux Kurdes ont même été privés de papiers d'identité. 400 000 d'entre eux vivaient en Syrie mais sont des « apatrides ».

Quelques traits généraux de la révolution dans le Rojava

Les trois cantons du Rojava déclarent l'Autonomie Démocratique en décembre 2013 et établissent un "contrat social" (terme choisi pour éviter le caractère étatique de "constitution"). Ils créent alors un « système d'auto-gouvernement populaire, fondé sur des assemblées communales de voisinage (comprenant plusieurs centaines de ménages chacune), auxquelles n'importe qui peut participer et avec le pouvoir s'exerçant de bas en haut par des député-es élu-es au niveau de la ville et des cantons ».

Dans le Rojava, il n'y a plus de « minorités » au sens où il n'y a pas de caractère national décidé. Chaque langue est reconnue si des citoyens en expriment le besoin. Chaque religion peut être pratiquée mais elle revêt un caractère privé.

L'égalité homme-femme est au centre du projet. Chaque poste à responsabilité, chaque représentation est géré par deux personnes : un homme et une femme. Cela permet à la fois l'égalité des sexes et le contrôle démocratique. Les femmes ont des assemblées en non-mixité regroupées au sein des académies des femmes. Elles y traitent des sujets qu'elles estiment les concerner et s'occupent de problèmes concrets comme les violences au sein du couple. Elles ont aussi créées une force militaire non-mixte : les YPJ.

Les orientations économiques

L'économie commence à prendre forme après des mois de flou dus à la guerre essentiellement. Le Rojava est pour l'instant sous embargo et vit en autosuffisance. L'économie est pour l'instant à la fois le résultat de l'état de guerre et de choix politiques. Des coopératives ont été fondées pour assurer les besoins de chacun. La nourriture est actuellement distribuée.

« Article 42 : le système économique dans les provinces doit viser à assurer le bien-être général et en particulier l'octroi du financement de la science et de la technologie. Elle visera à garantir les besoins quotidiens des personnes et à assurer une vie digne. Le monopole est interdit par la loi. Les droits des travailleurs et le développement durable sont garantis. »

Article 91 du contrat social :

« Le système d'éducation des Régions Autonomes est fondé sur les valeurs de la réconciliation, de la dignité et du pluralisme. Il rejette définitivement les politiques éducatives antérieures fondées sur des principes racistes et chauvins.

a) - Le nouveau programme d'enseignement des Cantons reconnaissent la riche histoire, la culture et le patrimoine des peuples des Régions Autonomes.

b) - Le système d'éducation, les instances de service public et des institutions universitaires promeuvent les droits humains et la démocratie.»

L'académie des sciences sociales

Une « académie » de sciences sociales a été ouverte en septembre 2014. Pour l'instant, l'académie a trois département : histoire, sociologie et droit. Les cours s'organisent en deux années, une première année où tout le monde suit les mêmes cours, puis une deuxième année où ils choisissent leur matière et ont des cours plus orientés. Il y avait à l'ouverture 26 étudiant-es et 5 professeurs.

« Le système d'éducation dans le Rojava est non traditionnel, en ce qu'il rejette les idées de hiérarchie, de pouvoir et d'hégémonie. Au lieu de suivre une hiérarchie enseignant-élève, les élèves apprennent les uns des autres et apprennent de l'expérience des autres. Les élèves apprennent ce qui est utile, des questions pratiques ; ils « recherchent la signification », comme on nous l'a dit, dans le domaine intellectuel. Ils ne mémorisent pas ; ils apprennent à penser par eux-mêmes et à prendre des décisions, à devenir les sujets de leurs propres vies. Ils apprennent à gagner en capacité propre et à participer à l'Autonomie Démocratique. » Témoignage de Janet Biehl, en délégation mi-décembre 2014 dans le canton de Djizire.

Extraits de l'interview de Dorşin Akif - enseignante dans l'académie des sciences sociales - la version complète se trouve ici :
http://blogs.mediapart.fr/blog/acolomba/140115/lenseignement-rojava-pas-des-universite-mais-des-academie-pas-moniste-mais-pluriel

Pourquoi Académie ?

« Bien que les universités lors de leur création pensaient s'organiser de manière indépendante du système central, aujourd'hui le mot université résonne bien plus avec un lieu de formation de cadres pour les États.
Les académies quant à elles sont un espace dans lequel la société construit elle-même sa force intellectuelle. Et elles existent encore comme des lieux dans lesquels sont produits le savoir et les sciences. C'est pourquoi nous avons trouvé plus approprié d'utiliser le terme « académie ».

Quelles différences avec l'enseignement étatique syrien ?

A Rojava, l'enseignement continue d'une manière double. [...] tous les enseignements scolaires ne sont pas encore aux main de la société, l'État aussi continue ses enseignements. Les enseignements des académies sont tournés vers la construction de la vie sociale [...] . La perspective dans laquelle sont faits ces enseignements est celle qui s'inscrit dans le paradigme d'une société démocratique, fondée sur une économie écologique et l'égalité des genres. Nous avons un système qui est en dehors du système d'éducation développé par les États-Nations. Ce qui est préconisé c'est plus la restitution du savoir et des sciences à la société. Cette situation apporte des changements dans tous les aspects de l'enseignement qui vont de la méthode d'enseignement à l'utilisation des bâtiments, jusqu'à la construction de la vie quotidienne dans les académies. Dans les écoles de l'État, les directeurs d'école et les professeurs sont des personnes qui font régner la peur. Nos écoles sont différentes, le nom de la relation que nous établissons est « amitié ». Dans les programmes scolaires de l'État, il y a un programme unique qui s'applique partout. Les programmes scolaires de l'État sont basés sur le récit qui fait appartenir l'individu à l'État. .[..]nous, nous essayons de construire un système dans lequel nous pouvons nous auto-former, et nous pouvons produire du savoir. Nous essayons en interrogeant la réalité de notre société de donner du sens, de nous appartenir et d'être lié-es à notre société. Nous sommes dans un effort de construire un système d'enseignement dans lequel en réduisant la part d'État, nous développons plus la société. Nous la défendons et la nourrissons.

ASPECT TECHNIQUE DE LA CAMPAGNE

L'objectif : récupérer des livres de sciences sociales dans toutes les langues. Il est conseillé de rassembler tous les livres à un seul endroit puis de centraliser les envois. Les livres sont ensuite expédiés à Istanbul. A l'heure actuelle, il n'est pas possible d'expédier des livres en Syrie directement.

L'organisation actuellement : la campagne est pour le moment coordonnée par le Solidaires Etudiant-es. L'envoi de livres est très cher, nous réfléchissons à la manière d'envoyer les livres le plus collectivement possible. Les livres seront envoyés en Turquie, à Istanbul vers le lieu de rassemblement des livres :

İstanbul Kürt Enstitüsü
Cibali Mahallesi, Atatürk Bulvarı, Ünlü İş Merkezi, A Blok,
Kat: 3, Unkapanı, Fatih, İstanbul.

Symboliquement quelques livres seront acheminés par des camarades qui se rendront sur place en mars 2015.

Pour contacter l'académie :
Facebook : https://www.facebook.com/pages/Pirt%C3%BBkek-bo-Akademiya-Mezopotamyay%C3%AA-Donate-a-book-to-Mesopotamia-Academy/870057249685677?sk=info&tab=page_info
Le mail de l'académie : akademiyamezopotamya@gmail.com
Leur écrire en anglais ou en kurde.

Les organisations avec lesquelles travailler :

Les centres culturels kurdes en France : Bordeaux, Lyon, Marseille, Paris,Toulouse. Ils possèdent tou-te-s un facebook.
Les amitiés kurdes : L'amitié kurde de Bretagne est la plus ancienne et la mieux organisée. Il existe aussi des amitiés kurdes à Lyon Rhône-Alpes, en Corse et en Alsace, ainsi qu'une association en Isère.
L'association France-Kurdistan est théoriquement présente sur tout le territoire.
Solidaires est désormais membre de la Coordination nationale Solidarité Kurdistan, donc il est possible de contacter votre Solidaires local.

Lettre-type à destination des institutions

SOLIDAIRES ETUDIANT-ES
ADRESSE
MOYEN DE VOUS CONTACTER (TEL ET MAIL)

A NOM DE L'ORGANISME (bibliothèque, maison d'édition)

MADAME, MONSIEUR

Nous vous contactons à propos d'une campagne de dons de livre que nous faisons à l'université de Qamishlo en Syrie. La Syrie est en guerre depuis plus de deux ans maintenant, mais certaines zones du pays ont réussi à accéder à une forme de paix qui leur permet d'œuvrer à la reconstruction. C'est dans ces conditions que des personnes ont relancé une université dans le nord du pays dans la ville de Qamishlo qui a pour nom « l'Académie en Sciences Sociales de Mésopotamie ». Cette université est novatrice dans la mesure où elle offre pour la première fois des cours dans toutes les langues parlées en Syrie et pas uniquement en arabe. Elle propose aussi un enseignement défait de tout attachement partisan et nationaliste. Les étudiant-es et les enseignant-es ont lancé un appel international pour fonder une bibliothèque dans toutes les langues.

Nous voudrions savoir s'il est possible pour vous de faire don de quelques livres de sciences humaines dans le cadre de cette campagne. Nous nous chargerons d'expédier ces livres vers la Syrie.

Nous restons à votre disposition pour de plus amples informations.

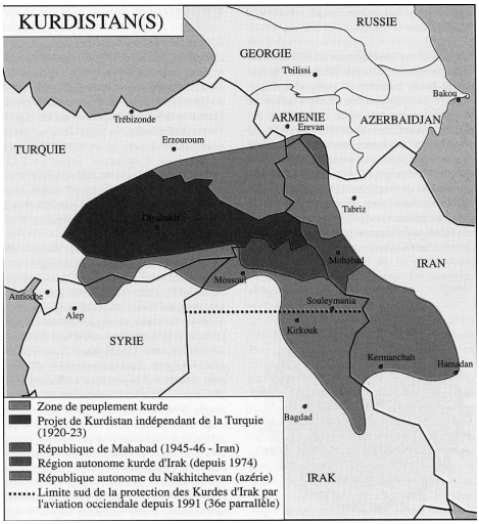
Bien cordialement,

Signature

Le mouvement « kurde »

La campagne s'inscrit dans l'idée d'une solidarité avec le mouvement kurde. Quand nous parlons du mouvement, nous parlons à la fois de la défense de leurs droits culturels et politiques, mais aussi de l'adhésion au projet de confédéralisme démocratique porté par une partie de la société civile des quatre régions à majorité kurde. Il ne s'agit pas que des seuls Kurdes, mais aussi des autres peuples qui vivent dans ces régions. Ainsi l'expression « Peuples du Kurdistan» rend mieux compte de la pluralité culturelle de ceux et celles qui construisent l'autonomie démocratique.

La deuxième partie du cahier essaye de donner suffisamment d'éléments pour que chaque militant-e puisse s'y retrouver à l'intérieur du mouvement. Jusqu'à l'entrée en scène de Kobané, l'attention sur le mouvement kurde était centrée sur les luttes en Turquie. Le mouvement kurde est très structuré en Turquie, même s'il a toujours existé en Iran, en Irak et en Syrie. L'histoire du mouvement kurde est différente selon les pays, bien que liée.



La division du Kurdistan

Sous l'empire ottoman, il existait une région du Kurdistan. Les Kurdes seraient entre 30 et 40 millions selon les estimations, répartis sur un espace de la taille de la France, à l'intersection des frontières de quatre États-nations : l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie. Autour de 40% des Kurdes vivent en Turquie ; 25% en Iran ; 15% en Irak ; 5 à 10% en Syrie, le reste ailleurs dans le monde. Les chiffres demeurent approximatifs car les États-nations dans lesquels vivent les Kurdes ont volontairement refusé d'effectuer des comptages dans un but de négation et d'assimilation des populations kurdes. D'importantes communautés kurdes sont également installées en Russie, dans le Caucase, en Asie centrale, et après les vagues migratoires des quarante dernières années en Israël, en Amérique du Nord et en Europe occidentale (plus particulièrement en Allemagne et en France).

La région du Moyen-Orient a été dessinée à la suite de l'effondrement de l'empire Ottoman, à la fin de la Première Guerre mondiale. A l'intérieur de cet empire cohabitait une kyrielle de peuples, de langues, de cultures et de religions. La chute de l'empire va réveiller les volontés de créer des États-nations. Un premier traité est signé en 1920 (le traité de Sèvres) qui prévoit, à côté d'un État turc, la création d'un État kurde et d'un État arménien. Ce qui deviendra l'Irak et la Syrie reste sous influence anglaise pour le premier et française pour le second. La partition ne convient à personne. Le mouvement nationaliste turc lance une guerre d'indépendance avec l'aide des Kurdes. En 1923, cette guerre remportée, les Turcs imposent une nouvelle partition validée par le traité de Lausanne. La Turquie est née. Elle trahit ses alliés kurdes et efface l'État kurde, elle en fait de même avec les Arméniens, déjà victimes d'un génocide en 1915. Ces derniers négocient alors avec l'URSS la création d'un État à l'intérieur de l'Union soviétique. Les Kurdes sont eux écartelés entre la Turquie naissante, le mandat français en Syrie qui récupère les terres du sud-ouest du Kurdistan et le mandat anglais qu'est l'Irak.

La Turquie après le traité de Sèvres (20 août 1920)

TURQUIE

ATTRIBUÉ À LA GRÈCE

ZONE D'INFLUENCE FRANÇAISE

ZONE SOUS MANDAT FRANÇAIS

ZONE SOUS MANDAT BRITANNIQUE

TERRITOIRE PRÉVU POUR L'ARMÉNIE

AUTRE TERRITOIRE ARMÉNIEN

ZONE D'INFLUENCE ITALIENNE

ZONE DES DÉTROITS SOUS CONTRÔLE INTERNATIONAL

TERRITOIRE PRÉVU POUR LES KURDES

INFLUENCE FRANÇAISE

INFLUENCE BRITANNIQUE

SANDJAK D'ALEXANDRETTE SOUS CONTRÔLE FRANÇAIS

La Turquie après le traité de Lausanne (24 juillet 1923)

TURQUIE

TERRITOIRES RÉCUPÉRÉS

TERRITOIRE OBTENUS AU TRAITÉ DE KARS (1921)

SANDJAK D'ALEXANDRETTE SOUS CONTRÔLE FRANÇAIS ET RESTITUÉ À LA TURQUIE EN 1939

ZONE SOUS MANDAT FRANÇAIS

COLONIE SOUS MANDAT BRITANNIQUE

ZONE DEMILITARISÉE

0 200 km

LES FRONTIÈRES AU MOYEN-ORIENT, DE J.P CHAGNOLLAND ET S.A SOUIAH
COMPRENDRE LE MOYEN-ORIENT
L'HARMATTAN, 2006

Le mouvement kurde en Turquie

Les Kurdes seraient près de 20millions dans toute la Turquie, dont la moitié au Kurdistan et l'autre répartie sur le territoire, mais majoritairement sur Istanbul. Le mouvement kurde en Turquie est adossé aujourd'hui à l'histoire d'un parti devenu emblématique : le PKK (parti des travailleurs du Kurdistan). Le PKK a été fondé en 1978. En 1980, la Turquie subit un coup d'État suite auquel est promulguée une nouvelle constitution selon laquelle les partis politiques sont interdits. C'est dans ce contexte qu'en 1984, le PKK lance la lutte armée en vue d'obtenir un Kurdistan indépendant et socialiste. Le PKK est alors un parti marxiste-léniniste qui mène une libération nationale.

Au début des années 90, un premier tournant a lieu avec la fondation d'un « parti légal » et la mise en place d'une stratégie qui vise à gagner des sièges au parlement et à remporter des municipalités. La chute de l'URSS provoque aussi une remise en cause du mouvement. Au début des années 2000, le mouvement kurde de Turquie change ses orientations. En 2005, le Kongra-gel (issu du PKK) décide la mise en œuvre du programme de confédéralisme démocratique. Le mouvement légal et associatif se renforce encore à côté de la lutte armée. De nombreuses associations se créent sur tous les sujets liés au nouveau projet. Chaque association est indépendante. Les Kurdes créent leur propre parlement : le DTK (congrès des peuples) au sein duquel siègent 101 personnes.

Est fondé après 2005 le KCK (Groupe des Communautés du Kurdistan). Regroupement en partie légal, en partie illégal, qui se charge d'organiser la diffusion de l'idée de confédéralisme démocratique. Le gouvernement turc organise alors une grande opération durant laquelle plus de 11 000 personnes seront arrêtées. Les « opérations KCK » lancées en 2009 par le gouvernement turc ont décapité une grosse partie du mouvement en envoyant massivement en prison les plus radicaux ou en les forçant à l'exil. Les années qui ont suivi ont été des années de reconstruction du mouvement.

Depuis 2013, il existe un cessez-le-feu entre le PKK et le gouvernement turc, et un espoir existe d'un réglement pacifique de la situation. Par ailleurs, les élections de 2014 (municipales et nationales) ont vu le parti légal progresser. La création des cantons autonomes en Syrie a donné un nouvel espoir aux peuples de Turquie. La lutte est loin d'être finie, mais elle se profile sous des horizons meilleurs qu'il y a 30ans.

Le mouvement kurde en Turquie : l'éducation

La question de l'éducation est une question centrale pour le mouvement kurde. Elle répond à la mise en place de l'éducation nationaliste imposée par le père de la nation turque moderne Mustapha Kemal dans les années 20. L'interdiction totale de la langue kurde à l'école et en dehors fut l'une des mesures centrales. En 1928, la jeune république turque abandonne l'alphabet arabe pour l'alphabet latin afin de moderniser le turc. Elle interdit au passage les lettres Q, W et X présentes dans l'alphabet kurde. Cette interdiction a été longtemps stipulé dans le code pénal (art. 222) et l'usage de lettres ne figurant pas dans l'alphabet est passible de peines de prison. Cette interdiction a été levée le 30 septembre 2013, mais marque encore le pays de son empreinte. Par ailleurs, la langue kurde est devenue enseignable, mais seulement dans des cours privés.

Depuis 2013 a aussi été levé le serment datant de 1934 que les écoliers devaient répéter chaque jour : « Je suis turc, honnête et travailleur. Je suis turc, je suis juste, je suis dur au travail. Je me dois de protéger les moins âgés et de respecter mes aînés. Je me dois d'aimer mon pays et ma nation plus que moi-même. Je me dois d'aller de l'avant. O Atatürk suprême ! Créateur de notre réalité d'aujourd'hui, je jure que je marcherai sans m'arrêter sur le chemin que vous m'avez tracé, dans la direction que vous m'avez indiquée, avec l'idéal que vous m'avez enseigné. Mon existence est un cadeau à la vie turque. Heureux celui qui se dit Turc. » Cette levée fait suite à un boycott lancé par le BDP en 2011.

« Taksi » se prononce comme « Taxi » mais il est orthographié sans la lettre X, interdite.
Photo Diyarbakir, Mars 2014

1. Le syndicat Eğitim Sen - Rencontre avec le syndicat de Diyarbakir (Mars 2014)

Eğitim Sen est un syndicat de l'éducation et de l'enseignement qui fait parti de la confédération de la fonction publique KESK. C'est la confédération qui porte les revendications les plus émancipatrices en Turquie. Le syndicat regroupe des enseignant-es de tous les niveaux scolaires et universitaires, et syndique les personnels techniques. Ils luttent pour la reconnaissance des personnel-les précaires même si ceux-ci ne sont pas dans le syndicat puisque c'est illégal. Tous les trois mois ont lieu des élections. Sont alors élu-es les délégué-es du lieu de travail qui se rendent à l'assemblée de ville qui mandatent pour le centre à Ankara qui mandatent à leur tour des représentant-es pour KESK. Il y a 9 000 membres à Diyarbakir. Les « permanent-es » sont à Ankara (capitale de la Turquie). Le syndicat est financé essentiellement par les cotisations qui sont de 10Tliras par mois. L'État rembourses les cotisant-es.

A Diyarbakir, pas de permanent-es. Le syndicat est proche du mouvement kurde. Pour devenir enseignant-e, il faut être diplômé-e d'une université ou avoir suivi une formation spécifique, puis réussir un examen final de validation de la formation et un deuxième examen qui détermine les affectations. Un-e enseignant-e gagne entre 1.641 TL2 et 2.062 TL. Beaucoup d'enseignant.es sont formé.es mais ne peuvent pas exercer à cause d'un manque de postes. Il y a donc beaucoup de chômeurs-ses. C'est une situation nouvelle, puisque avant les années 2000, il y avait un manque d'enseignant-es et de nombreuses places étaient disponibles - y compris pour des postes sans rapport avec les études suivies. L'âge de commencement de la carrière est passé de 21 ans à 30 ans. Les conditions de travail sont difficiles : le taux d'encadrement est de 50 à 70 enfants pour un enseignant. Au Kurdistan, la situation est particulièrement dramatique car il y a aussi un manque d'écoles. Les professeurs donnent des cours sans connaître les matières (l'un des interlocuteurs enseigne l'allemand sans le connaître). Par ailleurs, le taux de rotation est énorme car les jeunes professeurs sont d'abord envoyé-es ici puis dès qu'ils-elles ont le nombre de points suffisants, ils-elles demandent à repartir à l'ouest. Deux points sont notamment soulevés : pas de cour extérieure pour que les enfants jouent ; pas de personnels de ménage.

Quel est le rôle de l'éducation en Turquie ?

L'objectif est que les enfants soient dociles et assimilés à une culture unique. Avant Erdoğan (premier ministre de 2003 à 2014 ; aujourd'hui président), il s'agissait de former une génération « kemaliste », [c'est-à-dire de nationalistes turcs] maintenant il s'agit de former une génération religieuse. En pratique, l'école n'est ni publique, ni laïque, ni démocratique contrairement à ce qu'affirment les textes. Aujourd'hui, on forme en priorité des profs de religion. La philosophie a disparu du lycée. Les élèves sont aussi massivement orienté-es vers les écoles religieuses publiques. Les minorités religieuses sont obligées de suivre les cours de religion musulmane. Les enseignant-es du Kurdistan ont des pratiques très différentes et portent le paradigme du confédéralisme démocratique : démocratie, anti-sexisme, écologie. Les jeunes sont, par ailleurs, politisé.es dès le plus jeune âge. Ils et elles veulent enseigner en langue kurde, et même si cela est désormais possible en option ou dans les écoles privées, cela n'est pas du tout suffisant. Dans le syndicat, elles et ils pensent que les écoles privées vont se développer de plus en plus et prendre le dessus sur les écoles publiques (Pour l'instant, 15% contre 85%)

La répression ?

Les enseignant-es sont surveillés et cibles de critiques sur leur manière de faire, d'être ou juste de s'habiller. Egitim Sen a lutté contre l'uniforme, costume pour les hommes, jupe pour les femmes. De nombreuses sanctions disciplinaires ont été prononcées dans le cadre de ces luttes. Des personnes ont été assassinées dans les années 90. Deux interlocutrices ont été mutées à l'autre bout du pays après avoir été sanctionnées par leur hiérarchie.

La nomination des Enseignant-es

Il est possible de parler, dans le cas de la Turquie, d'un rapport de type colonial de l'État central envers les zones kurdes. Les jeunes professeurs (sauf les Kurdes) considèrent comme un fardeau et une corvée d'aller enseigner dans les régions kurdes qu'ils considèrent comme dangereuses et arriérées. Lors de l'annonce des résultats d'affectation des professeurs, on peut voir des gens protester et pleurer parce qu'illes ont été affectés à l'Est. Le souhait de la plupart des profs non kurdes en poste au Kurdistan est de se faire réaffecter le plus vite possible.

2. La fédération Dödef, Demokratik Öğrenci Dernekleri Federasyonu, est une fédération d'associations étudiantes, à vocation politiques. Elle a été créée en 2013 à partir de groupes locaux.

Facebook : Yöder

Rencontre avec le groupe local « Yöder » à Wan (est de la Turquie), mars 2014

Yöder est une acronyme pour Yüzüncü Yıl Üniversitesi Öğrenci Derneği, c'est-à-dire association des étudiant-es de l'université de Yüzüncü Yıl. Cette dernière étant le nom de l'université de Wan, ville du nord du Kurdistan, située en Turquie. Le groupe local existe depuis treize ans et a rejoint Dödef.

Leur action porte sur les questions universitaires mais aussi sur les questions politiques de façon plus générale. Ils nous donnent ainsi comme exemples à la fois une lutte pour l'amélioration de la qualité de la nourriture à la cantine de l'Université et une soirée théâtre/exposition photo sur le massacre de Roboski (34 civils furent bombardés et tués par l'armée turque à la frontière turco-irakienne le 28 décembre 2011).

Leur groupe revendique un enseignement supérieur réellement scientifique, de qualité, dans la langue maternelle. Le système universitaire, très infantilisant (ingestion de connaissances d'après des manuels, obligation d'assiduité)

Buste de Mustaphe Kemal Atatürk, à l'entrée de l'université de Van (Kurdistan, proche avec l'Arménie) et inscription "Je suis fier d'être turc.

est accessible après un concours d'entrée, ce qui fait que beaucoup d'étudiant-es n'ont pas choisi la matière qu'ils/elles étudient, ou leur université. Sur 27 000 étudiant-es à Wan, 20 000 viendraient de la région. Par ailleurs, les très nombreux examens ont un effet robotisant et empêchent les étudiant-es d'avoir une vie sociale ou politique, d'autant plus au Kurdistan, où le fait que l'enseignement soit dispensé en langue turque amène plus de difficultés et nécessite plus de travail.

Les études au Kurdistan sont aussi plus difficiles car la population y est plus pauvre, et beaucoup d'étudiant-es doivent se salarier pour payer leurs études, très peu de bourses étant accordées. Quand il s'agit d'aller étudier dans une autre ville (notamment celles au bord de la mer Noire), l'appartenance kurde peut aussi amener des étudiant-es, victimes de groupes fascistes, à abandonner leurs études.

L'université est aussi très sécurisée, ainsi il y a un contrôle des sacs et des cartes à l'entrée, un commissariat dans l'enceinte. Pour les cités U des femmes, il y a des heures de retour. Ils et elles nous expliquent que la plupart des étudiant-es kurdes de l'Université les soutiennent « dans leur cœur » mais n'osent pas rejoindre leur association car ils et elles ont trop peur de la répression. Beaucoup d'étudiant-es de Wan sont ainsi emprisonné-es, dont 7 membres de leur groupe. Une cinquantaine de membres sont aussi parti-es rejoindre la guérilla l'été d'avant.

Lycée et école à Diyarbakir (en centre-ville). Toutes les établissements scolaires sont entourés de barbelés.

La région autonome du Kurdistan du sud (Irak)

A l'été 1991, les Kurdes d'Irak profitent de la situation de guerre contre Sadam Hussein pour s'organiser en autonomie. La région en tant que telle sera créée en 2003, et reconnue par la parlement irakien en 2005. Un référendum sur l'indépendance devait avoir lieu en 2014, mais a été repoussé à cause de la guerre contre Daesh. Aujourd'hui, la plupart des « puissances occidentales » ont déclaré qu'elles étaient prêtes à reconnaître cet État. Cette région est située dans le Nord-Est de l'Irak, sur une surface d'environ 40 000 km², et avec une population d'environ 4 500 000 personnes. Les langues officielles sont le kurde et l'arabe. Les forces armées propres de la région sont constituées principalement des Peshmergas, qui combattent actuellement contre Daesh. Bien que des alliances militaires aient été réalisées dernièrement entre les Peshmergas et les forces kurdes en Syrie (YPG/YPJ), le projet politique de la région irakienne ne correspond pas à celui porté par le mouvement kurde en Syrie et en Turquie, notamment parce qu'il n'y a pas dans l'idéologie du principal parti au pouvoir, le PDK, de remise en cause de l'État-Nation ou du capitalisme.

La situation en Iran

La situation des Kurdes en Iran est particulièrement difficile. L'Iran a une politique vis-à-vis d'eux et des autres minorités très autoritaire : interdiction de toutes les langues minoritaires (y compris l'arabe), interdiction des journaux en kurde, des associations culturelles de défense des droits de l'homme, des associations féministes, des syndicats kurdes, persécutions, répression de tout début d'expression de la société civile. Il y a aussi de nombreuses condamnations à mort également. Les Kurdes sunnites sont aussi mal vus par le régime de Téhéran qui défend le chiisme. Ainsi il arrive souvent que les Kurdes soient condamnés comme «ennemis de Dieu» par les Hautes cours révolutionnaires d'Iran, accusation passible de la peine capitale. Les militant-es du PJAK (parti frère du PKK), en lutte armée, sont visés par des arrestations, emprisonnements et tortures. Ils sont aussi souvent condamnés à mort.

Entre novembre et décembre 2014, plusieurs prisonniers politiques du PJAK, dont une partie condamnés à mort, se sont mis en grève de la faim pour lutter contre leurs conditions de détention et leur mélange avec des prisonniers de droit commun. L'Iran a décidé d'accélérer l'exécution de 10 condamnés à mort, en représailles.

La campagne est un moyen d'informer sur la situtation au Kurdistan et développer la solidarité internationale

Nous pouvons

Organiser meeting, manifestation ou autres pour faire pression sur la France dans ses choix.
Organiser des projections ou débats pour informer de la situation sur place. Des rencontres à caractère culturelles peuvent aussi avoir lieu.
Participer à des collectes de fond. Pour ça, mieux vaut passer par le conseil démocratique kurde de Paris (feykakurde@gmail.com) ou les organisations locales comme les Amitiés kurdes. L'argent peut être envoyé aux municipalités pour aider dans les camps de réfugié-es. Il y a eu à un moment des appels à envoyer de l'argent pour qu'ils puissent s'armer.
Monter des projets avec des associations spécifiques sur place en fonction des besoins

Partir en délégation

Actuellement, le Conseil Démocratique kurde de France organise des délégations pour aller à la frontière avec Kobanê en signe de solidarité et pour observer la situation des réfugiés venus de Kobanê. Des délégations peuvent aussi se rendre à Rojava, le canton le plus sûr et le seul accessible en ce moment étant celui de Djezireh. D'autres délégations sont organisés pour répondre aux invitations du parti kurde de Turquie au Newroz et aux élections. Pour toutes informations ou pour participer ou composer une délégation il est possible d'écrire à : feykakurde@gmail.com

Des documentaires

- Un documentaire en anglais au milieu des guérillas kurdes : http://www.fairobserver.com/region/middle_east_north_africa/name-kurdistan-documentary-lorenzo-giroffi-06702/

- Un documentaire en français avec les combattants : http://www.france24.com/fr/20140904-le-debat-reportage-exclusif-combat-kurdes-organisation-etat-islamique-syrie-irak/

- Film Get up close with Kurdish female fighters in Syria de Rozh Ahmad http://www.yourmiddleeast.com/culture/exclusive-documentary-get-up-close-with-kurdish-female-fighters-in-syria-video_26243
Les films de Rohz Ahmad (une dizaine) sont aussi ici : https://www.youtube.com/watch?v=3MAoMzBxmFM&list=UUZeV1SU-DA0Wdd0E0FreVog

- Film de la délégation de la coordination nationale solidarité kurdistan, novembre 2014, 5' : https://www.youtube.com/watch?v=XfmKdXHzdhQ

Exposition photo

Une exposition faite par une délégation étudiante de camarades de Saint-Denis au Kurdistan du nord (Turquie) en Mars 2014 est disponible. Cette exposition permet d'aborder la situation de la lutte des Kurdes essentiellement en Turquie. Elle est composée de quatre parties : le Newroz, les élections municipales, la ville historique de Diyarbakir et la ville de Wan. Elle contient aussi des éléments historiques : cartes, frises chronologiques, textes en kurde ou présentation des partis turcs.

Des sons

- Une chronique de Reza Espili, journaliste iranien sur une radio locale de Nanterre (10minutes) : http://radioagora-nanterre.fr/fr/broadcast/1626_Pourquoi_il_faut_defendre_Kobane_une_chronique_de_Reza_Espili

- Un reportage dans une école au Kurdistan turc : http://telechargement.rfi.fr/rfi/francais/audio/magazines/r178/accents_d_europe_20141125_1240.mp3

- Au fond près du radiateur, Deux émissions sur la situation de guerre et le Rojava (11 et 14 octobre 2014) - (20minutes)
Emission du 6 janvier 2015 à propos de la manifestation du samedi 10 janvier 2014 à Paris pour demander justice et vérité pour l'assassinat de Sakine Cansız, Fidan Dogan et Leyla Soylemez

- Vive la sociale, deux émissions (1h15) - http://vivelasociale.org/les-emissions-recentes : 4 décembre 2014 - Femmes au Kurdistan
16 octobre 2014 - La résistance kurde au Rojava

- Une playlist de chansons engagées kurdes a été constituée pour accompagner les tables, en manifestation ou en complément de l'exposition.

Les revendications vis-à-vis du gouvernement français et de l'Union européenne

Reconnaissance internationale de l'autonomie des cantons

Retrait du PKK de la liste des organisations terroristes de l'Union Européenne

Vérité et justice pour Sakine Cansız, Fidan Dogan et Leyla Soylemez, assassinées à Paris par les services secrets turcs le 9 janvier 2013.

Libération de prisonnier-es politiques kurdes incarcérés sur le territoire français et en Europe.

Ouverture de la frontière entre la Syrie et la Turquie

Des armes pour les combattant-es et pas d'intervention militaire

https://www.facebook.com/deslivrespourrojava
rojava@solidaires-etudiant-e-s.org

DES LIVRES POUR ROJAVA

Union syndicale Solidaires

144 boulevard de La Villette 75019 Paris
Téléphone : (33) 1 58 39 30 20 Télécopie : (33) 1 43 67 62 14
contact@solidaires.org - www.solidaires.org

Fédération Solidaires étudiant-e-s, syndicats de luttes
25-27 rue des Envierges 75020 Paris
contact@solidaires-etudiant-e-s.org - www.solidaires-etudiant-e-s.org/
https://fr-fr.facebook.com/sud.etudiant

Solidaires étudiant-e-s syndicats de luttes